

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/007501]

**28 MARS 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2016 relatif à l'assistance en justice des membres du personnel et à l'indemnisation des dommages à leurs biens. — Erratum**

L'intitulé de l'arrêté susmentionné, publié au *Moniteur belge* du 16 juillet 2024, à la page 85593, est remplacé par l'intitulé suivant :

« 28 MARS 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2016 relatif à l'assistance en justice des membres du personnel et à l'indemnisation des dommages à leurs biens en ce qui concerne le référent intégrité ».

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2024/007501]

**28. MÄRZ 2024 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2016 über den rechtlichen Beistand und die Sachschadenersatzleistung für die Personalmitglieder — Erratum**

Die Überschrift des oben genannten Erlasses, der im *Belgischen Staatsblatt* vom 16. Juli 2024 auf Seite 85593 veröffentlicht wurde, wird durch die folgende Überschrift ersetzt:

“28. MÄRZ 2024 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2016 über den rechtlichen Beistand und die Sachschadenersatzleistung für die Personalmitglieder in Bezug auf den Integritätsbeauftragten”.

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/007501]

**28 MAART 2024. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2016 betreffende de rechtsbijstand verleend aan de personeelsleden en betreffende de vergoeding van schade toegebracht aan hun goederen. — Erratum**

“De titel van bovengenoemd decreet, gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 16 juli 2024, op bladzijde 85593, wordt vervangen door:

“28 MAART 2024. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2016 betreffende de rechtsbijstand verleend aan de personeelsleden en betreffende de vergoeding van schade toegebracht aan hun goederen met betrekking tot de integriteitsreferent”.

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/203791]

**6 JUIN 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019 portant exécution du décret du 4 avril 2019 relatif à la formation professionnelle individuelle**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 4 avril 2019 relatif à la formation professionnelle individuelle, les articles 2, alinéa 3, 4, 5, § 1<sup>er</sup>, alinéas 3 et 5, et §§ 2, 6, alinéas 2, 1<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, et 4, 7, alinéa 2, 9, § 7, 10 et 16, alinéa 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019 portant exécution du décret du 4 avril 2019 relatif à la formation professionnelle individuelle;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 15 janvier 2024;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 25 janvier 2024;

Vu le rapport du 19 juin 2023 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 7 février 2024);

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de trente jours, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 26 avril 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'État, sous le numéro 76.275/2;

Vu la décision de la section de législation du 8 mai 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis n<sup>o</sup> 1585 du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, donné le 26 février 2024;

Sur la proposition de la Ministre de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019 portant exécution du décret du 4 avril 2019 relatif à la formation professionnelle individuelle, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 2° est complété par le *f*), rédigé comme suit :

« *f*) le stagiaire primo arrivant originaire de l'Union européenne et hors Union européenne, afin qu'il dispose d'un parcours individuel de formation intégrant le cas échéant l'apprentissage du vocabulaire lié à l'exercice de la fonction reprise au plan de formation-insertion; »;

2° le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° l'allocation sociale : l'allocation de chômage, l'allocation d'insertion, le revenu d'intégration, l'aide sociale financière; ».

**Art. 3.** A l'article 4 du même arrêté, le mot « C.F.I. » est à chaque fois remplacé par le mot « P.F.I. ».

**Art. 4.** A l'article 5 du même arrêté, modifié par l'arrêté du 21 décembre 2022, les mots « contrat de formation-insertion » sont à chaque fois remplacés par les mots « plan de formation-insertion ».

**Art. 5.** A l'article 6 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup> :

a) à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « § 1<sup>er</sup>. » sont insérés avant les mots « La durée du contrat »;

b) un nouvel alinéa est inséré entre les aliéas 2 et 3, rédigé comme suit :

« La durée du plan de formation-insertion est définie par le conseiller après entretien avec l'employeur, en prenant en compte :

1° le référentiel métier et plus particulièrement les compétences liées au métier;

2° pour le stagiaire, sa formation, son expérience et son parcours d'accompagnement;

3° pour l'entreprise, les compétences métiers à acquérir en entreprise en cohérence avec les déclarations de l'employeur. »;

c) à l'ancien alinéa 3, devenu alinéa 4, les mots « La durée du contrat de formation-insertion » sont remplacés par le mot « Elle » et, en fin de phrase, les mots « contrat de formation-insertion » sont remplacés par les mots « plan de formation-insertion »;

2° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. L'entreprise peut demander au Forem une prolongation de la durée initiale du plan de formation-insertion, jusqu'à sept jours avant la fin prévue du plan.

Le Forem peut accorder la prolongation lorsque l'exécution du plan de formation-insertion a été suspendue et que les conditions suivantes sont remplies :

1° la suspension est due à un des motifs suivants :

a) une incapacité de travail du stagiaire due à la maladie, un accident de travail ou un accident sur le chemin du travail;

b) une fermeture de l'entreprise due à une grève, le chômage économique, des intempéries ou une fermeture collective pour vacances annuelles ou pour cas de force majeure;

c) les vacances annuelles du stagiaire autorisées par l'employeur;

d) une médiation visée à l'article 5, § 1/2, alinéa 2 ou à l'article 6, § 3, alinéa 2, du décret;

2° la durée totale des périodes de suspension visées au 1° est au moins égale à sept jours ouvrables.

La durée de la prolongation correspond à celle des périodes de suspension visées à l'alinéa 2. »;

3° la phrase 3 est insérée, il est rédigé comme suit :

“§ 3. Sans préjudice du paragraphe 1<sup>er</sup>, lorsque l'apprentissage par le stagiaire est plus long que prévu ou en cas d'évolution de l'activité professionnelle de l'employeur, ce dernier peut demander au Forem une prolongation unique de la durée du stage. Le conseiller réalise une analyse sur le besoin puis se prononce sur la demande.”.

**Art. 6.** A l'article 7 du même arrêté, modifié par l'arrêté du 8 juillet 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup> ;

a) les mots « contrat de formation-insertion » sont remplacés par les mots « plan de formation-insertion »;

b) le 5° est remplacé par ce qui suit :

« 5° le mode de calcul de la prime d'encouragement et des frais de déplacement visés à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, du décret; »;

c) le 6° est abrogé;

d) au 7°, les mots « l'article 6, alinéa 2, 3°, du décret » sont remplacés par les mots « l'article 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 2°, du décret; »;

2° à l'alinéa 2, les mots « contrat de formation-insertion » sont à chaque fois remplacés par les mots « plan de formation-insertion »;

3° l'alinéa 3 est abrogé;

4° à l'alinéa 4, les mots « contrat de formation-insertion » sont remplacés par les mots « plan de formation-insertion ».

**Art. 7.** A l'article 8 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup> :

a) l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Pendant l'exécution du plan de formation-insertion, le Forem vérifie le bon déroulement de la formation, de manière adaptée à la durée du plan de formation-insertion. »;

b) l'alinéa 2 est abrogé;

c) à l'alinéa 3, au 1<sup>o</sup>, les mots « contrat formation-insertion » sont remplacés par les mots « plan de formation-insertion »;

2<sup>o</sup> le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

“§ 2. Au terme du plan de formation-insertion, le Forem rédige, en concertation avec l'employeur et le stagiaire, l'attestation de compétences professionnelles acquises visée à l'article 7, aliéna 1<sup>er</sup>, 12<sup>o</sup>, du décret. Le modèle de cette attestation est déterminé par le ministre.

A cette occasion, le Forem informe le stagiaire des éventuelles certifications de compétences correspondant au stage et de tous les bénéfices qu'une telle certification peut leur apporter dans la suite de son parcours professionnel”

3<sup>o</sup> le paragraphe 3 est abrogé.

**Art. 8.** L'article 9 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 9. § 1<sup>er</sup>. Une convention de transfert de l'obligation prévue à l'article 5, § 1/1, alinéa 3, 1<sup>o</sup>, du décret est conclue entre l'employeur cédant du plan de formation-insertion et l'employeur cessionnaire du plan de formation-insertion. Les droits et obligations qui résultent pour le cédant existant à la date du transfert ont, du fait du transfert, été transférés au cessionnaire.

Dans le cas visé à l'article 5, § 1/1, alinéa 3, 2<sup>o</sup>, du décret, l'entreprise de travail intérimaire et l'utilisateur concluent une convention de transfert de l'obligation prévue à l'article 5, § 1/1, alinéa 1<sup>er</sup>.

Les conventions de transfert visées aux alinéas 1 et 2 sont agréées par le FOREm avant tout début d'exécution du contrat de travail.

§ 2. En cas de fusion, scission, cession ou absorption, le plan de formation-insertion et le contrat de travail, conclus à l'issue de celui-ci, sont maintenus aux mêmes conditions par la nouvelle entité ainsi créée. ».

**Art. 9.** A l'article 10 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup> :

a) les mots “contrat de formation-insertion” sont remplacés par les mots “plan de formation-insertion”;

b) au 2<sup>o</sup>, les mots “l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup> et 7<sup>o</sup>, du décret” sont remplacés par les mots “l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup>, 7<sup>o</sup> et 14<sup>o</sup>, du décret”;

c) le 3<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 3<sup>o</sup> sur décision de l'employeur en cas :

a) de cessation d'activités de l'employeur;

b) d'absence du stagiaire pendant une durée d'au moins un tiers de la durée du stage, y compris si l'absence est due à la maladie ou à un accident de travail, à la condition que cette absence mette en péril la poursuite de la formation;

c) d'inaptitude du stagiaire portant tant sur ses capacités physiques et intellectuelles, que sur ses compétences comportementales et relationnelles;

d) de non-obtention de la certification prévue au programme de formation lorsque cette certification est obligatoire pour l'exercice de la profession apprise;

e) d'engagement anticipé du stagiaire qui a acquis toutes les compétences requises pour le poste avant le terme de la période de formation;

f) de non-respect, par le stagiaire, de ses obligations reprises au règlement de travail de l'entreprise; »;

2<sup>o</sup> l'alinéa 2 est abrogé.

**Art. 10.** A Dans le même arrêté, l'article 10/1 est inséré, il est rédigé comme suit :

« Art. 10/1. Lorsque le stagiaire, l'employeur ou le Forem envisage de rompre le plan de formation-insertion, il en informe les autres parties via l'espace numérique ou par voie postale ou électronique en mentionnant les motifs de son intention.

Dans les trois jours ouvrables de cette information, le Forem propose aux autres parties une médiation en vue de formuler des recommandations afin d'éviter la rupture du plan de formation-insertion. Il peut suspendre l'exécution du plan de formation-insertion pendant cette période.

À défaut d'accord à l'issue de la médiation, le stagiaire, l'employeur ou le Forem peut confirmer son intention de rompre le plan de formation-insertion. La décision prend effet au plus tôt le lendemain de la médiation. ».

**Art. 11.** A l'article 11 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « par envoi postal ou électronique » sont abrogés;

2<sup>o</sup> à l'alinéa 2, 1<sup>o</sup>, les mots « contrat de formation-insertion » sont remplacés par les mots « plan de formation-insertion »;

3<sup>o</sup> à l'alinéa 2, 2<sup>o</sup>, les mots « l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, du décret » sont remplacés par les mots « l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>, du décret »;

4<sup>o</sup> à l'alinéa 2, 4<sup>o</sup>, les mots « et de ses compétences » sont abrogés;

5<sup>o</sup> à l'alinéa 2, 5<sup>o</sup>, les mots « plan de formation » sont remplacés par les mots « programme de formation »;

6<sup>o</sup> à l'alinéa 2, 6<sup>o</sup>, les mots « contrat de formation-insertion » sont à chaque fois remplacés par les mots « plan de formation-insertion »;

7<sup>o</sup> un alinéa 3 est inséré, rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le stagiaire ou l'employeur peut adresser sa demande par envoi postal ou numérique si ce canal est adapté à sa situation ».

**Art. 12.** A l'article 12 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> au paragraphe 2, l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par les mots « via les espaces numériques dédiés aux employeurs »;

2<sup>o</sup> au paragraphe 3, l'alinéa 2 est complété par la phrase « Dans ce cas, le Forem se prononce uniquement sur les modalités du plan de formation-insertion, en ce compris la durée de la formation et le plan de formation. ».

**Art. 13.** A Dans le même arrêté, l'article 13 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 13. § 1<sup>er</sup>. L'indemnité compensatoire visée à l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, du décret est de 300 euros bruts par mois.

Lorsque la durée hebdomadaire des prestations du plan de formation-insertion correspond à un régime à temps partiel, le montant de l'indemnité visé l'alinéa 1<sup>er</sup> est adapté au prorata de la durée hebdomadaire des prestations.

§ 2. Dans le cas où le stagiaire perd le droit aux allocations sociales pendant le cours du plan de formation-insertion, celui-ci peut demander l'indemnité compensatoire au Forem qui statue dans les trente jours de la demande complète.

Dans le cas où des allocations sociales sont octroyées au stagiaire pendant le cours du plan de formation-insertion, celui-ci perd le droit à l'indemnité compensatoire. ».

**Art. 14.** A l'article 14 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup> :

a) les mots "article 6, alinéa 2, 3<sup>o</sup>" sont à chaque fois remplacés par les mots "article 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 2<sup>o</sup>";

b) à l'alinéa 3, les mots "contrat de formation-insertion" sont remplacés par les mots "plan de formation-insertion";

2<sup>o</sup> le paragraphe 1/1 est inséré, il est rédigé comme suit :

« § 1/1 Le stagiaire qui souhaite bénéficier de l'indemnité de milieux d'accueil pour enfant visée à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 2<sup>o</sup>, du décret en fait la demande au Forem qui statue dans les trente jours de la demande complète. En cas d'octroi, la somme des allocations et la prime visée à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, du décret reste égal à l'addition de ces montants lors de la conclusion du plan de formation-insertion. »;

3<sup>o</sup> dans le paragraphe 2, un nouvel alinéa est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2, rédigé comme suit :

« Le Forem refuse la facture relative aux frais de formation lorsque la formation excède un tiers de la durée totale de la formation définie dans le plan de formation-insertion. »;

4<sup>o</sup> le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Le Forem n'intervient pas dans les rais visés aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 lorsque l'employeur fournit la facture ou les preuves de paiement plus de soixante jours après la fin du plan de formation-insertion. ».

**Art. 15.** L'article 15 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 15. § 1<sup>er</sup>. Le montant de base de la prime d'encouragement mensuelle visée à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, du décret est au moins égal au salaire brut d'embauche, moins les allocations sociales perçues par le stagiaire. La différence ainsi obtenue est multipliée par 0,6.

Lorsque la durée hebdomadaire des prestations du plan de formation-insertion correspond à un régime à temps partiel, le montant minimum de base visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est adapté au prorata de la durée hebdomadaire des prestations.

§ 2. Pour la détermination du montant des allocations sociales, revenus ou indemnités, le Forem tient compte :

1<sup>o</sup> pour le premier mois de prestations, du montant au premier jour de l'exécution de plan de formation-insertion, tel que disponible auprès d'une source de données authentique le jour de la conclusion du plan de formation-insertion;

2<sup>o</sup> pour les mois suivants, du montant au premier jour du mois échu disponible auprès d'une source de données authentiques au premier jour du mois échu.

Il n'est pas tenu compte des modifications du montant journalier intervenant en dehors des moments fixés à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Le Forem informe l'employeur de la modification du montant visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>. L'employeur adapte le montant de la prime d'encouragement en conséquence.

§ 3. Le montant effectif de la prime d'encouragement est calculé sur base des prestations mensuelles effectives du stagiaire durant le mois échu.

L'employeur déclare l'état de prestations :

1<sup>o</sup> via la plateforme visée à l'article 9 du décret, au plus tard le cinquième jour ouvrable du mois suivant ou;

2<sup>o</sup> par voie postale ou par courriel, au plus tard le premier jour ouvrable du mois suivant.

À défaut de la communication visée à l'alinéa 2, le montant de la prime d'encouragement est déterminé sur base des prestations prévues par le plan de formation-insertion.

§ 4. L'employeur retient le montant du précompte professionnel sur la prime d'encouragement."

**Art. 16.** A l'article 16 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> le contenu de l'article actuel devient le paragraphe 1<sup>er</sup>;

2<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « visées à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret » sont remplacés par les mots « instituées par ou en vertu du décret »;

3<sup>o</sup> dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, il est inséré un alinéa 3 rédigé comme suit :

"A l'issue du délai visé à l'alinéa 2, compte tenu des éventuels moyens de défense, le Forem se prononce sur l'exclusion de l'employeur. Il lui notifie sa décision motivée par écrit. ";

4<sup>o</sup> le paragraphe 2 est inséré, il est rédigé comme suit :

« § 2. Le Forem compare l'évolution de l'effectif du personnel de l'employeur entre la conclusion du plan de formation-insertion et la conclusion du contrat de travail subséquent.

Lorsque l'effectif n'a pas augmenté, le Forem adresse à l'employeur un avertissement conformément à la procédure visée au paragraphe 1<sup>er</sup> et l'invite à justifier du respect de la condition visée à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 10<sup>o</sup> du décret.

L'employeur peut justifier du respect de la condition visée à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 10<sup>o</sup>, du décret par l'un des motifs suivants :

1<sup>o</sup> des difficultés de recrutement, à justifier par des démarches de recrutement comprenant au minimum, une offre d'emploi publiée au Forem pour lequel il n'aura pas reçu de candidats avant la fin du plan de formation insertions;

2<sup>o</sup> un cas de force majeure;

- 3° le départ à la retraite d'un travailleur qui est remplacé à l'issue du plan de formation-insertion;  
 4° un licenciement pour faute grave d'un travailleur;  
 5° un autre motif justifiant la non-augmentation de l'effectif de référence, qui n'est pas en lien avec la fonction visée par le plan de formation-insertion.

Le Forem se prononce conformément au paragraphe 1<sup>er</sup>. ».

**Art. 17.** A l'article 17, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « contrats de formation-insertion » sont à chaque fois remplacés par les mots « plans de formation-insertion ».

**Art. 18.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2024.

**Art. 19.** Le Ministre qui a la formation dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 juin 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
 E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale  
 et de l'Economie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,  
 Ch. MORREALE

VERTALING

### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2024/203791]

#### 6 JUNI 2024. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019 tot uitvoering van het decreet van 4 april 2019 betreffende de individuele beroepsopleiding

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 4 april 2019 betreffende de individuele beroepsopleiding, de artikelen 2, leden 3,4,5, § 1, leden 3 en 5, en §§ 2, 6, leden 2, 1° en 3°, en 4, 7, leden 2, 9, § 7, 10 en 16, lid 2;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019 tot uitvoering van het decreet van 4 april 2019 betreffende de individuele beroepsopleiding;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, uitgebracht op 15 januari 2024;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, uitgebracht op 25 januari 2024;

Gelet op het rapport van 19 juni 2023, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en tewerkstelling), uitgebracht op 7 februari 2024;

Gelet op de adviesaanvraag binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de adviesaanvraag is ingeschreven op 26 april 2024 op de rol van de afdeling Wetgeving van de Raad van State onder het nummer 76.275/2;

Gelet op de beslissing van de afdeling Wetgeving van 8 mei 2024 om binnen de gevraagde termijn geen advies te verlenen, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies nr. 1585 van de "Conseil économique et social de Wallonie" (Sociaal-economische raad van Wallonië), uitgebracht op 26 februari 2024;

Op de voordracht van de Minister van Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 127, § 1, ervan.

**Art. 2.** In artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019 tot uitvoering van het decreet van 4 april 2019 betreffende de individuele beroepsopleiding, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° punt 2° wordt aangevuld met het punt *f*), luidend als volgt:

"*f*) de nieuwkomende stagiair van binnen en buiten de Europese Unie, zodat hij een individueel opleidingstraject kan volgen tot integratie, in voorkomend geval, van het leren van de woordenschat in verband met de uitoefening van de functie opgenomen in het plan voor een instapopleiding";

2° punt 3° wordt vervangen als volgt:

"3° de sociale uitkering: de werkloosheidsuitkering, de inschakelingsuitkering, het leefloon, de financiële sociale bijstand";

**Art. 3.** In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de woorden "overeenkomst voor een instapopleiding" telkens vervangen door de woorden "plan voor een instapopleiding".

**Art. 4.** In artikel 5 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 21 december 2022, worden de woorden "overeenkomst voor een instapopleiding" telkens vervangen door de woorden "plan voor een instapopleiding".

**Art. 5.** In artikel 6 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1:

a) in het eerste lid, worden de woorden "§ 1." ingevoegd voor de woorden "De overeenkomst";

b) een nieuw lid wordt ingevoegd tussen het tweede en het derde lid, luidend als volgt:

"De duur van het plan voor een instapopleiding wordt, na overleg met de werkgever, door de adviseur bepaald, rekening houdend met:

1° de vak-referentielijst en meer bepaald de vaardigheden die verband houden met het beroep;

2° voor de stagiair, zijn/haar opleiding, ervaring en begeleidingstraject;

3° voor de onderneming, de beroepscompetenties die op de werkplek moeten worden verworven in overeenstemming met de verklaringen van de werkgever.";

c) in het vroegere derde lid, thans vierde lid, worden de woorden "De duur van de overeenkomst voor een instapopleiding" vervangen door het woord "Die" en aan het einde van de zin worden de woorden "genoemde overeenkomst" vervangen door de woorden "het plan voor een instapopleiding";

2° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt:

"§ 2. De onderneming kan "Forem" vragen de aanvankelijke duur van het plan voor een instapopleiding te verlengen tot zeven dagen voordat het plan afloopt.

"Forem" kan de verlenging toekennen als de uitvoering van het plan voor een instapopleiding is opgeschort en aan de volgende voorwaarden is voldaan:

1° de opschorting is te wijten aan één van de volgende redenen:

a) een arbeidsongeschiktheid van de stagiair wegens ziekte, een arbeidsongeval of een ongeval op de weg van en naar het werk;

b) een sluiting van de onderneming wegens staking, economische werkloosheid, slechte weersomstandigheden of collectieve sluiting wegens de jaarlijkse vakantie of bij overmacht;

c) de jaarlijkse vakantie van de stagiair waarmee de werkgever heeft ingestemd;

d) de bemiddeling bedoeld in artikel 5, § 1/2, tweede lid, of in artikel 6, § 3, tweede lid, van het decreet;

2° de totale duur van de periodes van opschorting bedoeld in 1° is minstens gelijk aan zeven werkdagen.

De duur van de verlenging komt overeen met die van de in lid 2 bedoelde periodes van opschorting.";

3° paragraaf 3 wordt ingevoegd, luidend als volgt:

"§ 3. Onverminderd paragraaf 1, als het leren van de stagiair langer dan voorzien is of in geval van evolutie van de beroepsactiviteit van de werkgever kan deze laatste "Forem" vragen om een eenmalige verlenging van de duur van de stage. De adviseur analyseert de behoefte en spreekt zich uit over de aanvraag.".

**Art. 6.** In artikel 7 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 8 juli 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid:

a) worden de woorden "De overeenkomst voor een instapopleiding" vervangen door de woorden "Het plan voor een instapopleiding";

b) punt 5° wordt vervangen door wat volgt:

"5° de wijze van berekening van de aanmoedigingspremie en de reiskosten bedoeld in artikel 5, § 1, eerste lid, 6°, van het decreet";

c) punt 6° wordt opgeheven;

d) in 7° worden de woorden "artikel 6, lid 2, 3°, van het decreet" vervangen door de woorden "artikel 6, § 1, lid 2, 2°, van het decreet";

2° in het tweede lid worden de woorden "de overeenkomst voor een instapopleiding" vervangen door de woorden "het plan voor een instapopleiding";

3° het derde lid wordt opgeheven;

4° in het vierde lid worden de woorden "de opleiding-inschakelingsovereenkomst" vervangen door de woorden "het plan voor een instapopleiding".

**Art. 7.** In artikel 8 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1:

a) het eerste lid wordt vervangen door wat volgt:

"Tijdens de uitvoering van het plan voor een instapopleiding ziet "Forem" toe op het vlotte verloop van de opleiding, op een manier die past bij de duur van het plan voor een instapopleiding.";

b) het tweede lid wordt opgeheven.

c) in het derde lid, 1°, worden de woorden "de overeenkomst voor een instapopleiding" vervangen door de woorden "het plan voor een instapopleiding";

2° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt:

"§ 2. Na afloop van het plan voor een instapopleiding maakt "Forem" het attest van beroepsbekwaamheden op bedoeld in artikel 7, lid 1, 12°, van het decreet, in overleg met de werkgever en de stagiair. Het model van dit attest wordt door de Minister bepaald.

Bij deze gelegenheid informeert "Forem" de stagiair over eventuele vaardigheidsattesteringen die met de stage overeenkomen en over alle voordelen die een dergelijke attestering hem of haar kan opleveren in zijn of haar beroepstraject";

3° paragraaf 3 wordt opgeheven.

**Art. 8.** Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 9. § 1. Een overeenkomst tot overmaking van de verplichting bepaald in artikel 5, § 1/1, lid 3, 1°, van het decreet wordt gesloten tussen de werkgever die het plan voor een instapopleiding overdraagt en de werkgever die het opleidingsplan overneemt. De op de datum van overdracht bestaande rechten en verplichtingen van de overdrager zijn, als gevolg van de overdracht, aan de overnemer overgegaan.

In het geval bedoeld in artikel 5, § 1/1, lid 3, 2°, van het decreet, sluiten de onderneming voor uitzendarbeid en de gebruiker een overeenkomst tot overmaking van de verplichting bedoeld in artikel 5, § 1/1, lid 1.

De in lid 1 en 2 bedoelde overeenkomsten tot overmaking worden door "FOREm" goedgekeurd voordat de arbeidsovereenkomst ingaat.

§ 2. In geval van samensmelting, splitsing, overdracht of opslorping worden het plan voor een instapopleiding en de arbeidsovereenkomst, gesloten na afloop ervan, onder dezelfde voorwaarden behouden door de nieuw ontstane entiteit. "

**Art. 9.** In artikel 10 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid:

a) worden de woorden "De overeenkomst voor een instapopleiding" vervangen door de woorden "Het plan voor een instapopleiding";

b) in 2° worden de woorden "artikel 5, § 1, lid 1, 3°, 4° en 7°, van het decreet" vervangen door de woorden "artikel 5, § 1, lid 1, 3°, 4°, 6°, 7° en 14°, van het decreet";

c) punt 3° wordt vervangen als volgt:

"3° bij een beslissing van de werkgever in geval van:

a) staking van activiteiten van de werkgever;

b) afwezigheid van de stagiair voor een periode van ten minste een derde van de voorziene duur van de stage, ook als de afwezigheid te wijten is aan ziekte of een arbeidsongeval, op voorwaarde dat deze afwezigheid de voortzetting van de stage in gevaar brengt;

c) onbekwaamheid van de stagiair met betrekking tot zowel zijn lichamelijke als geestelijke capaciteiten, evenals tot zijn competenties inzake gedragingen en relaties;

d) het niet-verkrijgen van de voorziene attestering op et opleidingsprogramma wanneer deze attestering verplicht is voor de uitoefening van het aangeleerd beroep;

e) vroegtijdige indienstneming van de stagiair die alle vereiste competenties voor de post heeft verworven voor beëindiging van de opleidingsperiode;

f) het niet-inachtneming door de stagiair van zijn/haar verplichtingen bepaald in het arbeidsreglement van de onderneming;";

2° het lid 2 wordt opgeheven.

**Art. 10.** In hetzelfde besluit wordt artikel 10/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 10/1. Als de stagiair, werkgever of "Forem" het plan voor een instapopleiding voorziet te verbreken, worden de andere partijen geïnformeerd door deze laatste via de digitale ruimte of per post of via e-mail met vermelding van de redenen.

Binnen drie werkdagen na ontvangst van deze informatie stelt "Forem" een bemiddeling voor aan de andere partijen met het oog op het formuleren van aanbevelingen om te voorkomen dat het plan voor een instapopleiding wordt verbroken. "Forem" kan de uitvoering van het plan voor een instapopleiding tijdens deze periode opschorten.

Als er aan het einde van de bemiddeling geen overeenstemming wordt bereikt, kan de stagiair, de werkgever of "Forem" zijn/haar intentie bevestigen om het plan voor een instapopleiding op te schorten. De beslissing heeft uitwerking ten vroegste op de dag na de bemiddeling."

**Art. 11.** In artikel 11 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "per post of via e-mail" opgeheven;

2° in het tweede lid, 2°, worden de woorden "de overeenkomst voor een instapopleiding" vervangen door de woorden "het plan voor een instapopleiding";

3° in het tweede lid, 2° worden de woorden "artikel 5, § 1, eerste lid, 4°, van het decreet" vervangen door de woorden "artikel 2, § 1, lid 1, 7°, van het decreet";

4° in het tweede lid, 4°, worden de woorden "en diens competenties" opgeheven;

5° in het tweede lid, 5°, wordt het woord "opleidingsplan" vervangen door het woord "opleidingsprogramma";

6° in het tweede lid, 6°, worden de woorden "de overeenkomst voor een instapopleiding" telkens vervangen door de woorden "het plan voor een instapopleiding";

7° er wordt een derde lid ingevoegd, luidend als volgt:

"In afwijking van het eerste lid kan de stagiair of de werkgever zijn/haar aanvraag per post of via e-mail richten indien dit kanaal geschikt is voor zijn/haar situatie."

**Art. 12.** In artikel 12 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2 wordt het eerste lid aangevuld met de woorden "via de digitale ruimten voor de werkgevers";

2° in paragraaf 3 wordt het tweede lid aangevuld met de zin "In dit geval beslist "Forem" enkel over de nadere regels van het plan voor een instapopleiding, met inbegrip van de duur van de opleiding en het opleidingsplan."

**Art. 13.** In hetzelfde besluit, wordt artikel 13 vervangen door wat volgt:

"Art. 13. § 1. De compenserende vergoeding bedoeld in artikel 7, eerste lid, 5°, van het decreet, bedraagt het maandelijks bruto-bedrag van 300 euro.

Als de wekelijkse duur van de prestaties van het plan voor een instapopleiding overeenstemt met een deeltijdse arbeidsregeling, wordt het bedrag van de vergoeding bedoeld in lid 1 aangepast in verhouding tot de wekelijkse duur van de prestaties.

§ 2. Als de stagiair het recht op sociale uitkeringen verliest tijdens de duur van het plan voor een instapopleiding, kan hij of zij een aanvraag tot compenserende vergoeding indienen bij "Forem", dat een beslissing neemt binnen dertig dagen na de volledige aanvraag.

Als de stagiair tijdens de duur van het plan voor een instapopleiding een sociale uitkering ontvangt, verliest hij/zij het recht op de compenserende vergoeding."

**Art. 14.** In artikel 14 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1:

a) de woorden "artikel 6, lid 2, 3°" worden telkens vervangen door de woorden "artikel 6, § 1, lid 2, 2°";

b) in het derde lid worden de woorden "de overeenkomst voor een instapopleiding" vervangen door de woorden "het plan voor een instapopleiding";

2° er wordt een paragraaf 1/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"§ 1/1 De stagiair die de bedoelde in artikel 6, § 1, tweede lid, 2°, van het decreet vergoeding voor opvang wenst te krijgen, daarom verzoekt bij "Forem", die een beslissing neemt binnen de dertig dagen na de volledige aanvraag. Indien toegekend, blijft de som van de vergoedingen en de premie bedoeld in artikel 6, § 1, 2°, van het decreet gelijk aan de som van deze bedragen bij het sluiten van het plan voor een instapopleiding.";

3° in paragraaf 2 wordt tussen het eerste en het tweede lid een nieuw lid ingevoegd:

"Forem" weigert de factuur voor opleidingskosten wanneer de opleiding meer dan een derde bedraagt van de totale duur van de opleiding die is vastgelegd in het plan voor een instapopleiding";

4° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt:

"§ 3. "Forem" komt niet tussenbeide in de kosten bedoeld in de leden 1 en 2 wanneer de werkgever de factuur of de betaalbewijzen meer dan zestig dagen na het einde van het plan voor een instapopleiding overmaakt."

**Art. 15.** Artikel 15 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 15. § 1. Het basisbedrag van de maandelijkse aanmoedigingspremie bedoeld in artikel 5, § 1, eerste lid, 6°, van het decreet is ten minste gelijk aan het brutoloon bij aanwerving, verminderd met de sociale uitkeringen die de stagiair ontvangt. Het aldus bekomen verschil wordt vermenigvuldigd met 0,6.

Als de wekelijkse duur van de prestaties van het plan voor een instapopleiding overeenstemt met een deeltijdse arbeidsregeling, wordt het minimum basisbedrag bedoeld in lid 1 aangepast in verhouding tot de wekelijkse duur van de prestaties.

§ 2. Voor de bepaling van het bedrag van de sociale uitkeringen, de inkomsten of de vergoedingen te bepalen, houdt "Forem" rekening

1° voor de eerste maand van prestaties, met het bedrag op de eerste dag van de uitvoering van het plan voor een instapopleiding, zoals beschikbaar bij een authentieke gegevensbron de dag van ondertekening van het plan voor een instapopleiding;

2° voor de volgende maanden, met het bedrag op de eerste dag van de vervallen maand, beschikbaar bij een authentieke gegevensbron op de eerste dag van de vervallen maand.

Er wordt geen rekening gehouden met wijzigingen in het dagelijks bedrag die plaatsvinden buiten de tijden vastgelegd in lid 1.

"Forem" stelt de werkgever in kennis van elke wijziging van het in lid 1 bedoelde bedrag. De werkgever past het bedrag van de aanmoedigingspremie dienovereenkomstig aan.

§ 3. Het werkelijke bedrag van de aanmoedigingspremie wordt berekend op grond van de daadwerkelijke maandelijkse prestaties van de stagiair gedurende de afgelopen maand.

De werkgever geeft de prestatiestaat aan:

1° via het platform bedoeld in artikel 9 van het decreet, uiterlijk de vijfde werkdag van de volgende maand of;

2° via de post of via e-mail, uiterlijk op de eerste werkdag van de volgende maand.

Wordt de prestatiestaat niet binnen de termijnen, bedoeld in lid 2, medegedeeld, dan wordt het bedrag van de aanmoedigingspremie vastgesteld op basis van de prestaties als bepaald in het plan voor een instapopleiding.

§ 4. De werkgever houdt het bedrag van de bedrijfsvoorheffing in op de aanmoedigingspremie."

**Art. 16.** In artikel 16 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de inhoud van het huidige artikel wordt paragraaf 1;

2° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "bedoeld in artikel 5, § 1, lid 1, van het decreet" vervangen door de woorden "ingesteld bij of krachtens het decreet";

3° in paragraaf 1 wordt er een derde lid ingevoegd, luidend als volgt:

"Na afloop van de in lid 2 bedoelde termijn beslist "Forem", rekening houdend met eventuele verweermiddelen, over de uitsluiting van de werkgever. Het laatstgenoemde krijgt een schriftelijke kennisgeving van zijn gemotiveerde beslissing.";

4° er wordt een paragraaf 2 ingevoegd, luidend als volgt:

"§ 2. Forem vergelijkt de evolutie in het personeelsbestand van de werkgever tussen het sluiten van het plan voor een instapopleiding en het sluiten van de daaropvolgende arbeidsovereenkomst.

Wanneer het personeelsbestand niet is toegenomen, richt "Forem" een waarschuwing aan de werkgever overeenkomstig de procedure bedoeld in paragraaf 1 en verzocht hem om het bewijs te leveren dat hij voldoet aan de voorwaarde bedoeld in artikel 5, § 1, eerste lid, 10° van het decreet.

De werkgever kan de naleving van de voorwaarde verantwoorden, bedoeld in artikel 5, § 1, eerste lid, 10°, van het decreet met een van de volgende gronden:

1° moeilijkheden inzake aanwervingen, te rechtvaardigen met aanwervingsprocedures, waaronder minstens een bij "Forem" bekendgemaakte vacature waarvoor hij geen sollicitanten heeft ontvangen voor het einde van het plan voor een instapopleiding;

2° overmacht;

3° opruststelling van een werknemer die na afloop van het plan voor een instapopleiding wordt vervangen;

4° ontslag van een werknemer wegens een zware fout;



5° andere reden die de niet-toename van het referentiepersoneelsbestand rechtvaardigt en die geen verband houdt met de functie waarop het plan voor een instapopleiding betrekking heeft.

“Forem” spreekt zich uit overeenkomstig paragraaf 1.”.

**Art. 17.** In artikel 17, §1, lid 1, van hetzelfde besluit worden de woorden “overeenkomsten voor een instapopleiding” telkens vervangen door de woorden “plannen voor een instapopleiding”.

**Art. 18.** Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 2024.

**Art. 19.** De Minister bevoegd voor Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 juni 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Tewerkstelling, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie  
en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
Ch. MORREALE

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/203790]

**5 JUIN 2024. — Arrêté ministériel approuvant le plan communal d'aménagement dit « Extension du parc d'activité économique Créalys » à Gembloux dont l'élaboration en vue de réviser le plan de secteur de Namur a été décidée par arrêté ministériel le 14 janvier 2015**

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire,

Vu le Code du développement territorial (CoDT);

Vu le Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine (CWATUP);

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 portant sur l'adoption de la liste des projets de plans communaux d'aménagement élaborés ou révisés en vue de réviser le plan de secteur, en application de l'article 49 bis, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code, modifiée et complétée par les arrêtés du Gouvernement wallon des 12 mai 2011, 13 décembre 2012, 21 février 2013, 8 mai 2013, 17 octobre 2013, 19 mars 2015, 16 juillet 2015, 10 décembre 2015, 10 mars 2016, 6 octobre 2016 et 8 décembre 2016;

Considérant la délibération du Conseil communal de Gembloux du 2 juillet 2014 décidant de solliciter, auprès du Gouvernement wallon, l'autorisation d'élaborer le plan communal d'aménagement dit « Extension du parc d'activité économique et industrielle dit Créalys » aux Isnes en vue de réviser le plan de secteur de Namur;

Considérant l'arrêté ministériel du 14 janvier 2015 autorisant l'élaboration du plan communal d'aménagement dit « Extension du parc d'activité économique Créalys » à Gembloux en vue de réviser le plan de secteur de Namur;

Considérant la délibération du 2 décembre 2015 du Conseil communal de Gembloux désignant le Bureau Economique de la Province de Namur (BEP) comme auteur de projet pour l'élaboration du plan communal d'aménagement;

Considérant la délibération du 7 décembre 2016 du Conseil communal de Gembloux adoptant l'avant-projet du plan communal d'aménagement dit “ Extension du parc d'activité économique Créalys ”, fixant le projet de contenu du rapport sur les incidences environnementales (RIE) et soumettant, pour avis, l'avant-projet ainsi que le projet de contenu du rapport sur les incidences environnementales au Conseil wallon pour l'environnement et le développement durable (CWEDD) et à la Commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité (CCATM);

Considérant la délibération du 29 mars 2017 du Conseil communal de Gembloux confirmant le contenu du rapport sur les incidences environnementales;

Considérant la délibération du Conseil communal de Gembloux du 4 octobre 2017 désignant le Bureau d'Etudes « Aménagement sc Spatial Planning/Environnement » en qualité d'auteur de projet du RIE;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement wallon;

Considérant la délibération du Conseil communal du 8 septembre 2021 adoptant provisoirement le projet de plan communal d'aménagement révisé dit « Extension du parc d'activité économique Créalys », accompagné de son rapport sur les incidences environnementales et chargeant le Collège communal d'organiser l'enquête publique;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 janvier 2022 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Considérant la délibération du Conseil communal de Gembloux du 27 avril 2022 actant l'impossibilité de se prononcer en parfaite connaissance de cause sur le projet de plan d'aménagement dit « Extension du parc d'activité économique Créalys » aux Isnes tant que le rapport sur les incidences environnementales n'a pas fait l'objet d'une actualisation et d'études complémentaires et chargeant le BEP de lancer une actualisation du rapport sur les incidences environnementales et la réalisation d'études complémentaires;

Considérant la délibération du Conseil communal de Gembloux du 4 octobre 2023 adoptant provisoirement le projet de plan communal d'aménagement révisé dit « Extension du parc d'activité économique Créalys » en vue de réviser le plan de secteur, accompagné de son rapport sur les incidences environnementales complété et chargeant le Collège communal d'organiser l'enquête publique;

Considérant la délibération du 13 mars 2024 du Conseil communal de Gembloux adoptant définitivement le plan communal d'aménagement dit « Extension du parc d'activité économique Créalys » à Gembloux en vue de réviser le plan de secteur ainsi que la déclaration environnementale y relative;

### Dispositions transitoires

Considérant que les dispositions transitoires définies à l'article D.II.67 du Code du développement territorial prévoient que : « *L'établissement ou la révision d'un plan communal d'aménagement dont l'avant-projet a été adopté ou le projet a été adopté provisoirement par le conseil communal avant la date d'entrée en vigueur du Code se poursuit selon les dispositions en vigueur avant cette date* »;

Considérant que, le Conseil communal de Gembloux ayant adopté l'avant-projet du plan communal d'aménagement dit « Extension du parc d'activité économique Créalys » le 7 décembre 2016, ce sont les dispositions définies aux articles 46 à 52 du CWATUP qui doivent s'appliquer;